

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS170/1

IP/D/17

10 mai 1999

(99-1943)

Original: anglais

## CANADA – DURÉE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR UN BREVET

### Demande de consultations présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 6 mai 1999, adressée par la Mission permanente des États-Unis à la Mission permanente du Canada et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

---

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement canadien, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article 64 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) (dans la mesure où l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 y est incorporé par renvoi), au sujet de la durée des brevets au Canada.

L'Accord sur les ADPIC fait obligation à tous les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'accorder, pour les brevets, une protection dont la durée est d'au moins 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet. Cette obligation vaut aussi pour tous les brevets qui existaient à la date d'application de l'Accord à ce Membre. Le Canada étant un pays développé, l'Accord sur les ADPIC lui est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996.

En vertu de la Loi canadienne sur les brevets, la durée de protection prévue pour les brevets délivrés sur la base de demandes déposées avant le 1<sup>er</sup> octobre 1989 est de 17 ans à compter de la date de délivrance du brevet. Il apparaît que cette situation est incompatible avec les obligations que l'Accord sur les ADPIC impose au Canada, y compris, mais pas exclusivement, celles qui sont énoncées aux articles 33, 65 et 70 dudit accord.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et espérons qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations. Conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, la présente demande de consultations sera notifiée à l'Organe de règlement des différends et au Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

---